

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1258

29 mai 2013

SOMMAIRE

20UGS (Ucits Funds)	60348	GGM Venture Capital General Partner, S.à r.l.	60342
aeris Private Investments B S.A., SICAR	60345	Glatfelter Luxembourg Sàrl	60370
Aerium Opportunity I Properties S.à r.l.	60367	Goëmar Holding S.à r.l.	60342
Aguirre S.à r.l.	60361	Green Leaf Investment S.à r.l.	60345
Belron S.A.	60339	Guinarta	60363
BRE/Chestnut MidCo S.à r.l.	60381	HBC Fund Management S.à r.l.	60343
BRE/Chestnut New Mezzco S.à r.l.	60381	IMI Investments S.A.	60346
CDGV Associés S.à r.l.	60338	Immobilière Ciel S.A.	60341
Celsab International S.A.	60340	Institut de Formation Professionnelle	60344
CER Holding S.A.	60340	Integrative Nutrition S.à r.l.	60342
CGPA Ré	60338	JRS Sports Management S.A.	60341
C.I.C. Capital Investment Corporation Management A.G.	60339	Lambertville Invest S.A.	60347
Corvin S.A.	60340	Ledlux	60345
C.P.C. SA	60338	Luxury Holding of Luxembourg S.à r.l. ...	60383
C.P.C. SA	60338	Meltem S.à r.l.	60343
CRC Luxembourg S.à r.l.	60341	Patri	60344
ECS Consulting	60382	Patinvest	60344
Emrie S.à r.l.	60347	Patri Participations Holding	60344
Epic Luxembourg S.A.	60339	Pimliko SCI	60367
Euro Les Tours S.à r.l.	60346	PPS Padova S.A.	60347
Eurolieum S.à r.l.	60346	Private Placement Fund	60343
Euroports SHRU Holdings S.à r.l.	60339	Redline Capital Management	60344
Expertise Tamino S.A.	60347	ROBINET ELECTRICITÉ S.à r.l.	60384
		Synergie Investment	60384

C.P.C. SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 70.553.

Hiermit kündige ich unser Mandat als Kommissar der C.P.C. SA (R.C.S. Luxembourg B70553) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 15/04/2013.

Voegele

Verwaltungsratsvorsitzender

Référence de publication: 2013047751/11.

(130058704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

C.P.C. SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 70.553.

Hiermit kündige ich unser Mandat als Verwaltungsrat der C.P.C. SA (R.C.S. Luxembourg B70553) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 15/04/2013.

MMS Mercury Management Services S.A.

Götz Schöbel

Référence de publication: 2013047752/12.

(130058704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

CDGV Associés S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2265 Luxembourg, 1, rue de la Toison d'Or.
R.C.S. Luxembourg B 105.143.

Extrait des résolutions prises lors de la cession de parts sociales

En vertu d'une convention de cession de parts sociales passée sous seing privé en date du 28 décembre 2012, à 14 heures,

Monsieur Thierry CHKONDALI, né le 29 août 1964 à Saint-Dizier (France), demeurant à 9, Route de Toul – F-54 840 Velaine-en-Haye (France),

a cédé 50 (cinquante) parts sociales de la Société à Monsieur Julien GOTTSTEIN, né le 18 juin 1982 à Thionville (France), 16, Rue Antoine Meyer à L- 2153 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013047776/18.

(130058364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

CGPA Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 46.753.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale annuelle datée du 12 avril 2013

L'assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991, de nommer le cabinet d'audit ATWELL, 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, en tant que Réviseur Indépendant de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2013.

Pour la Société

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013047782/13.

(130058997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

C.I.C. Capital Investment Corporation Management A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 64.374.

A l'attention des membres du Conseil d'Administration

Par la présente, je démissionne avec effet immédiat de mon poste d'administrateur de la société C.I.C. - CAPITAL INVESTMENT CORPORATION MANAGEMENT A.G., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 64.374.

Luxembourg, le 19 décembre 2012.

George MURRAY.

Référence de publication: 2013047749/12.

(130058811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Euroports SHRU Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 170.202.

EXTRAIT

Par les résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 28 novembre 2012 l'associée de la Société a décidé:

- d'accepter la résignation de Monsieur Julian Walker en tant que gérant de la Société, avec effet du 28 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2012.

Signature.

Référence de publication: 2013047824/13.

(130058803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Epic Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 85.535.

EXTRAIT

En date du 8 avril 2013, l'assemblée générale des actionnaires a pris les résolutions suivantes :

- La démission de Galina Incorporated, en tant que commissaire aux comptes, est acceptée avec effet immédiat.

- Viscomte S.à r.l., ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été nommé commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013047836/14.

(130058409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Belron S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 71.639.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 5 avril 2013

Conseil d'Administration

L'assemblée générale extraordinaire a décidé de nommer comme nouvel Administrateur de classe C jusqu'à l'assemblée générale de 2017, la société PBConsulting S.à r.l. avec siège social au 49b, route de Montesson à F-78110 Le Vésinet et représentée par son représentant permanent M. Pascal BAZIN, demeurant à professionnellement au 49b, route de Montesson à F-78110 Le Vésinet.

Pour extrait conforme

Fons MANGEN

Référence de publication: 2013047735/15.

(130058340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

CER Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 166.121.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 12 avril 2013

1) M. Hugo FROMENT a démissionné de son mandat d'administrateur.

2) Mme Ingrid CERNICCHI, administrateur de sociétés, née à Metz (France), le 18 mai 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CER HOLDING S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013047779/16.

(130058387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Corvin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 59.993.

Constituée par acte passé par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 26 juin 1997, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 569 du 17 octobre 1997.

Assemblée Générale Ordinaire du 9 avril 2013 pour les comptes consolidés

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société Corvin S.A., tenue au siège social en date du 9 avril 2013 que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

1. Nomination pour la durée d'un an de la société «L'Alliance Révision S.à.r.l.» ayant son siège social à L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis comme réviseur d'entreprises pour la révision des comptes consolidés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Corvin S.A.

Référence de publication: 2013047789/16.

(130058510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Celsab International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 135.985.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11.04.2013

Les actionnaires de la société CELSAB INTERNATIONAL S.A. réunis le 11.04.2013 au siège social, ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Acceptation des démissions de la FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIES S.à r.l. de son poste d'administrateur.

2. Acceptation des démissions de M. Luca DI FINO de son poste de commissaire aux comptes.

3. Révocation de la société LDF DIRECTOR II GROUP LTD de son poste d'administrateur.

4. Révocation de la société LDF DIRECTOR I LTD de son poste d'administrateur.

5. Nomination de M. Eros Valerio CENCI, né le 12.07.1978 à VIMERCATE (MI), Italie, demeurant à Via Matteotti 51/ B, I-20877 Roncello (MB) ITALIE au poste d'administrateur.

6. Nomination de la société LDF DIRECTOR II GROUP LTD, inscrite au RCS des Iles Vierges Britanniques sous le n °1070672, avec siège social à OMC Box 3152, Road Town, Wickhams Cay I, Tortola, British Virgin Islands au poste de commissaire aux comptes.

Fait à Luxembourg, le 15.04.2013.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013047778/22.

(130058682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

CRC Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 8.812.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 161.927.

Il résulte des résolutions des gérants de la Société en date du 09 avril 2013 la décision suivante:

La société CRC Luxembourg S.à r.l. voit son siège social transféré du

46A, Avenue J.F. Kennedy,

L-1855 Luxembourg,

Luxembourg,

au

13, rue Edward Steichen,

L-2540 Luxembourg,

Luxembourg,

à partir du 1^{er} avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CRC Luxembourg S.à r.l.

Jacob Mudde

Gérant de la classe B

Référence de publication: 2013047791/22.

(130058880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Immobilière Ciel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 98.641.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 18 mars 2013

1) Mme Mounira MEZIADI a démissionné de son mandat d'administrateur.

2) Mlle Ingrid CERNICCHI, administrateur de sociétés, née à Metz (France), le 18 mai 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 11.04.2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour IMMOBILIERE CIEL S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013047932/16.

(130058166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

JRS Sports Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 148.813.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire en date du 25 février 2013 que les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

- le siège social est transféré au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg;
- Modem Threuhand S.A. démissionne de son poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat;
- Viscomte S.à r.l., 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg est nommé nouveau commissaire aux comptes avec effet immédiat;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013047959/16.

(130058859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

GGM Venture Capital General Partner, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 171.781.

[Extrait du] Procès-verbal de la réunion du Conseil de Gérance de GGM Venture Capital General Partner, S.à r.l. (la "Société") 27 mars 2013

Deuxième résolution

Porter à terme la nomination de Mr. Frederick Becker, né à New York (Etats-Unis), le 18 avril 1968, demeurant à 57-63 Scrutton Street, Londres, EC2A 4PF, Royaume-Uni, comme le nouveau membre du Conseil De Gérance de la société, suivant l'article 18 des statuts de la société, jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires 2013 où la nomination pour assumer le poste vacant dans le Conseil de Gérance sera soumise à ratification.

(...)

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013047876/16.

(130058497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Integrative Nutrition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 174.937.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 11 avril 2013, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société de l'ancienne adresse 5, rue du Kiem, L-1857 Luxembourg à la nouvelle adresse 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg et ce avec effet au 21 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013047908/16.

(130058638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Goëmar Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 154.990.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des associés 5 avril 2013

Conseil de Gérance

L'assemblée générale des associés a pris acte de la démission comme gérant de M. Jean-Pierre PRINCEN et a décidé de nommer pour une durée indéterminée comme nouveau gérant de catégorie D, la société Renaissance et Celtitude S.à r.l. ayant son siège social au 156 avenue Floréal, B-1180 Bruxelles, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0844 656 402 et représentée par M. Jean-Pierre PRINCEN, demeurant 14, rue Saint-Pierre, F-92200 Neuilly-sur-Seine.

D'autre part, l'assemblée générale des associés a décidé de renouveler pour une durée indéterminée le mandat des gérants de Pechel Industries Partenaires, 162 rue du Faubourg Saint Honoré, F-75008 Paris, représentée par Mme Ploix Hélène, gérant catégorie B, de M. Mangen Fons, 147 rue de Warken, L-9088 Ettelbruck, gérant catégorie C ainsi que de M. Crépin Jean-Marc, 63 rue des Champs Elysées, B-1050 Ixelles, gérant catégorie A.

L'associé, M. Jean Gore, a changé d'adresse et il est dorénavant domicilié au 7 rue Boissonade à F-75014 Paris.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN

Gérant

Référence de publication: 2013047868/22.

(130058316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

HBC Fund Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 167.029.

—
EXTRAIT

Il est à noter que suite aux contrats de cession des parts sociales de la société, l'associée Alexandra Jorge Pompier a décidé de céder toutes ses parts sociales détenues, comme suit, avec effet au 27 mars 2013:

- Cession de 1250 parts sociales à la société HighBreed Capital Holding S.à r.l., domiciliée au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg;
- Cession de 625 parts à Madame Michèle Musty, ayant pour adresse professionnelle 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

Par conséquent, les nouveaux associés de la société, avec effet au 27 mars 2013 sont:

- HighBreed Capital Holding S.à r.l., détenteur de 10.000 parts sociales
- Michèle Musty, détenteur de 2.500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE
Société Anonyme

Référence de publication: 2013047897/22.

(130058989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Meltem S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 175.063.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 14 avril 2013

1. M. Jeroen MATTERNE a démissionné de son mandat de gérant.

2. Mme Céline TRIDANT, administrateur de sociétés, née à Mont-Saint-Martin (France), le 1^{er} décembre 1979, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour extrait sincère et conforme
Pour Meltem S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013048011/16.

(130058411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Private Placement Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 102.950.

—
Extrait des résolutions prises à l'Assemblée Générale Statutaire du 12 avril 2013

Messieurs Rafik FISCHER et Serge D'ORAZIO, résidant professionnellement au 43 Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg ainsi que Monsieur Wouter GESQUIERE, résidant professionnellement 11, Rue Aldringen L-2960 Luxembourg sont réélus comme administrateurs pour un nouveau terme d'un an expirant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

DELOITTE S.à.r.l., 560, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, est réélu comme réviseur d'entreprises pour un nouveau terme d'un an expirant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Extrait certifié sincère et conforme
Pour PRIVATE PLACEMENT FUND
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2013048111/16.

(130058520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Patri, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 67.161.

—
En date du 26 mars 2013, le siège social de la Société a été transféré du 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013048093/11.

(130058928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Patrinvest, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 69.080.

—
En date du 26 mars 2013, le siège social de la Société a été transféré du 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013048094/11.

(130058924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Patri Participations Holding, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 92.821.

—
En date du 26 mars 2013, le siège social de la Société a été transféré du 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013048078/11.

(130058918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Redline Capital Management, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 26, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 136.789.

—
Niederlegung des Mandats als Mitglied des Verwaltungsrates (administrateur) von Emile Wirtz (26, Rue du Village, 6140 Junglinster) und Löschung aus dem Handelsregister mit Wirkung zum 14. Dezember 2012.

Luxemburg, den 12. April 2013.

Redline Capital Management S.A.

Référence de publication: 2013048120/11.

(130058217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Institut de Formation Professionnelle, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 96, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 174.762.

—
Par la présente, je vous informe de ma démission de mes fonctions de gérant de la société à responsabilité limitée INSTITUT DE FORMATION PROFESSIONNELLE Sarl / B174762 à compter du 15 mai 2013.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Dr. Nelson PINTO GOMES.

Référence de publication: 2013049539/10.

(130058796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Green Leaf Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 112.171.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 21 mars 2013, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société ci-après, conformément à l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915:

- GREEN LEAF INVESTMENT S.à r.l., dont le siège social à L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, a été dénoncé en date du 8 juillet 2010, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RC B 112171.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Martine LEYTEM, premier juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Aziza GOMRI, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Pour extrait conforme

Me Aziza GOMRI

Liquidateur

Référence de publication: 2013045888/17.

(130055776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Ledlux, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 112.463.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 21 mars 2013, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société ci-après, conformément à l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915:

- LEDLUX S.à r.l., dont le siège social à L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André, a été dénoncé en date du 21 avril 2009, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RC B 112463.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Martine LEYTEM, premier juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Aziza GOMRI, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Pour extrait conforme

Me Aziza GOMRI

Liquidateur

Référence de publication: 2013045896/17.

(130055780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

aeris Private Investments B S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 164.491.

—
Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung der aeris Private Investments B S.A., SICAR die am 2. April 2013 in Luxemburg stattfand:

Die Ordentliche Generalversammlung beschließt, die folgenden Personen bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung, die über den Jahresabschluss der aeris Private Investments B S.A., SICAR für das am 31. Dezember 2013 endende Geschäftsjahr abstimmt, wieder zum Verwaltungsrat zu ernennen:

- Achim Welschoff (Verwaltungsratsmitglied)

- Mario Warny (Verwaltungsratsmitglied)

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. April 2013.

Für aeris Private Investments B S.A., SICAR

Die Zentralverwaltungsstelle

Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A.

Référence de publication: 2013047099/20.

(130058067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Euro Les Tours S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.131.100,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 99.186.

Il résulte des résolutions prises par l'associée unique de la Société en date du 21 mars 2013 que:

1. Madame Deanna Ong Aun Nee a démissionné avec effet au 21 mars 2013 en tant que gérant de catégorie A de la Société;

2. Madame Lim Yoke Peng, née le 1^{er} septembre 1970 à Malaysia, demeurant professionnellement à 168 Robinson Road #37-01 Capital Tower Singapore 068912, est nommée avec effet au 21 mars 2013 gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013047267/16.

(130057992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Eurolieum S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 16.770.700,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 78.854.

Il résulte des résolutions prises par l'associée unique de la Société en date du 21 mars 2013 que:

1. Madame Deanna Ong Aun Nee a démissionné avec effet au 21 mars 2013 en tant que gérant de catégorie A de la Société;

2. Madame Lim Yoke Peng, née le 1^{er} septembre 1970 à Malaysia, demeurant professionnellement à 168 Robinson Road #37-01 Capital Tower Singapore 068912, est nommée avec effet au 21 mars 2013 gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013047268/16.

(130057996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

IMI Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 54.584.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 26 mars 2013

Les mandats des administrateurs et du réviseur d'entreprises agréé venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 comme suit:

Conseil d'administration:

- Monsieur Paolo RIELLO, employé privé, demeurant Largo Mattioli, 3, I - 20121 Milano Président;
- Monsieur Marco BUS, employé privé au 19-21, boulevard du Prince Henri-L-1724 Luxembourg, Administrateur;
- Monsieur Sandro CAPUZZO, employé privé au 19-21, Boulevard du Prince Henri-L-1724 Luxembourg, Administrateur.

Réviseur d'Entreprises agréé

KPMG Luxembourg Sàrl, avec siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IMI INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2013046784/21.

(130056992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Emrie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4280 Esch-sur-Alzette, 1, rue Portland.
R.C.S. Luxembourg B 154.737.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013025842/11.

(130031208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

Expertise Tamino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1254 Luxembourg, 26, rue Marguerite de Brabant.
R.C.S. Luxembourg B 87.646.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013027749/12.

(130034027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2013.

Lambertville Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 171.961.

STATUTS COORDONNES déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2013.

Référence de publication: 2013034719/10.

(130042676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

PPS Padova S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 107.485.

EXTRAIT

Il a été décidé lors de l'assemblée générale ordinaire de la société en date du 5 juillet 2012:
- d'accepter la démission de Monsieur Dominique Moerenhout en sa qualité d'administrateur de la société avec effet rétroactif au 31 décembre 2011.

Le conseil d'administration se compose désormais comme suit:

- M. Moïse DARGAA, administrateur et président du conseil d'administration.
- M. Arnaud SCHREIBER, administrateur
- M. Benoît LEJEUNE, administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PPS PADOVA S.A.

BNP Paribas Real Estate Investment Management Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013045221/21.

(130055193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

20UGS (Ucits Funds), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 177.353.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the eighth day of May.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Banque Degroof Luxembourg S.A., with registered office at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered under the number B-25.459,

represented by Ms Valérie GLANE, employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 7 May 2013, which, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Such appearing party, acting in the hereabove stated capacity, has requested the notary to inscribe as follows the Articles of Incorporation of a société anonyme:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "20UGS (UCITS) FUNDS" {hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the directors of the Company may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and/or in other permitted assets eligible for an undertaking for collective investment under Part 1 of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as it may be amended from time to time (hereinafter the "Law of 2010"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 2010.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes/categories of shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) or the equivalent. Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law. The initial capital is thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) or the equivalent, represented by three hundred and ten (310) fully paid up shares without par value.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes or categories of shares. The proceeds of the issue of each class or category of shares shall be invested in transferable securities and/or other permitted assets pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class/category or classes/categories of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (individually a "Sub-Fund", collectively the "Sub-Funds") within the meaning of Article 181 of the Law of 2010 corresponding to one or several classes and/or categories of shares in the manner described in Article 11 hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

The consolidated accounts of the Company, all sub-funds combined, shall be expressed in the reference currency of the share capital of the Company, i.e. the US Dollar ("USD").

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class/category of shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the classes/categories of shares. When the context so requires references in these Articles to Sub-Funds shall mean references to class(es)/category(ies) of share(s) and vice-versa.

The Board of Directors is authorised to split or consolidate shares.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The board of directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. This decision will be reflected in the prospectus.

All issued registered shares of the Company shall be registered into the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number and class/category of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name into the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, they will be issued on dematerialised basis and deposited in a securities account maintained in the name of the holder of such shares with an authorised account holder or a provider of settlement services (hereinafter the "dematerialised shares").

If dematerialised shares are issued, registered shares may be converted into dematerialised shares and dematerialised shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into dematerialised shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and by an entry in a securities account maintained in the name of the holder of such shares in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of dematerialised shares into registered shares will be effected by cancellation of the dematerialised shares position in the securities account maintained in the name of the holder of such shares, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the board of directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

(2) If dematerialised shares are issued, transfer of dematerialised shares shall be affected by booking the appropriate movements on the securities accounts maintained in the name of the successive holder(s) of such shares. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distributions and/or net assets attributable to the relevant class/category of shares on a pro rata basis.

(7) To the widest extent permitted by and under the conditions laid down by the relevant Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions laid down in the Prospectus, a Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Company. In this event, subject to the conditions laid down by the relevant Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, relating to these shares shall be suspended for as long as these shares are held by the Sub-Fund in question. Furthermore, for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration to determine the net asset value of the Company for the purposes of verifying the minimum net asset threshold required by the Law of 2010.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class/category of shares or Sub-Fund. The board of directors may further impose minimum amounts of subscriptions as provided for in the sales documents for the shares of the Company, as the case may be.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed seven Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report and provided that such securities comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund as described in the sales documents for the shares of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders unless otherwise decided by the board of directors.

Subscription requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 below.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares of the Company and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares of the Company and which shall not exceed seven Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares or in any Sub-Fund would fall below the minimum amount determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares or Sub-Fund.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the net asset value of a specific class/category of shares or Sub-Fund, the board of directors may decide that all or part, on a pro rata basis for each shareholder asking for the redemption or conversion of his shares, of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company.

The redemption price shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest cent of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The Company may agree to deliver transferable securities against a request for redemption in kind, provided that the relevant investor formally agrees to such delivery, and that all provisions of the Luxembourg laws have been respected, and in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report. The value of such transferable securities shall be determined according to the principles applied for the calculation of the net asset value per share. The board of directors must make sure that the redemption of such transferable securities shall not be

detrimental to the other shareholders. Any costs incurred in connection with a redemption in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders unless otherwise decided by the board of directors

Further, redemption of shares may be carried out in accordance with the terms of Article 24 below.

Redemption requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 below.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Any shareholder is entitled to request the conversion of all or part of his shares of one class/category of shares into shares of another class/category of shares, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund.

The price for the conversion of shares from one class/category of shares into another class/category of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes/categories of shares, calculated as of the Valuation Day following receipt of the documents as expected in case of redemptions.

The board of directors may set restrictions as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares or in any Sub-Fund would fall below such minimum amount as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares or Sub-Fund.

The shares which have been converted into shares of another class/category of shares shall be cancelled.

Conversion requests may be suspended under the conditions and terms set out in Article 12 below.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof it may expose the Company or its shareholders to adverse regulatory, tax or fiscal (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any requirements imposed by FATCA or any breach thereof) consequences, and in particular if the Company may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (or to any other disadvantages that it or they would not have otherwise incurred or been exposed to).

Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any U.S. person, as defined in this Article, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into, or any person seeking to register the transfer of shares into the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

C.- decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, (i) in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders and the registered share certificate(s) representing such share(s), if any, will be cancelled, and (ii) in the case of dematerialised shares position in the relevant securities account shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount equal to the net asset value per share of the relevant class/category of shares as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class/category of shares and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as

specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class/category or classes/categories of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles the term "U.S. person" shall have the same meaning as set forth in the sales documents of the Company. The board of directors may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class/category of shares in respect of each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares of the Company) of the relevant class/category of shares or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class/category of shares in that Sub-Fund (being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class/category of shares on any such Valuation Day), as determined in accordance with general accepted Luxembourg accounting principles and with the valuation rules set forth below, by the total number of shares in the relevant class/category of shares in a Sub-Fund then outstanding. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the board of directors shall determine.

If, since the time of determination of the net asset value per share on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class/category of shares in respect of a Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion requests shall be treated on the basis of this second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes/categories of shares in respect of any Sub-Fund shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

1) all cash on hand or on, or instructed to be placed on, deposit, including any interest accrued or to be accrued thereon;

2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

4) all permitted units or shares of other undertakings for collective investment (including the shares issued by the Sub-Funds of the Company which might hold another Sub-Fund of the Company);

5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

6) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;

7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

8) all other permitted assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of any security or other asset which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last available price in Luxembourg on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

(c) The value of any security or other asset dealt in on any other regulated market that operates regularly, is recognized and is open to the public (a "Regulated Market") will be based on its last available price in Luxembourg.

(d) In the event that any assets are not listed nor dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(e) Units or shares of undertakings for collective investment will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis.

(f) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on stock exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value.

(g) The value of money market instruments not traded on any stock exchanges nor on any other Regulated Markets and with a remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(h) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve.

(i) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a class/category of shares or Sub-Fund will be converted into the reference currency of such class/category of shares or Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion but in accordance with the applicable generally accepted Luxembourg accounting principles, may permit some other methods of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall include but not be limited to formation expenses, fees payable to the relevant regulatory authorities, fees payable to its management company, investment managers and advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any expenses incurred in connection with obtaining legal, tax and accounting advice and the advice of other experts and consultants, any expenses incurred in connection with legal proceedings involving the Company, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, translating, advertising and distributing commercial documents, the prospectus, key investor information documents, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, share certificates, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, expenses in relation of the development of the Company

i.e. "marketing costs", setting up costs, all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank and brokerage charges, postage and telephone charges and winding-up costs. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class/category of shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes/categories of shares in the following manner:

a) If two or more classes/categories of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes/categories of shares shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes/categories of shares may be defined from time to time by the board of directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) specific types of investors entitled to subscribe the relevant classes/categories of shares, and/or (vi) a specific currency, and/or (vii) such other features as may be determined by the board of directors from time to time in compliance with the applicable law;

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class/category of shares shall be applied in the books of the Company to the relevant class/category of shares in such Sub-Fund, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such class/category of shares to be issued, and the assets and liabilities, income and expenditure attributable to such class/category of shares or classes/categories of shares shall be applied to the corresponding class/category of shares or classes/categories of shares subject to the provisions of this Article;

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same class(es)/category(ies) of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class(es)/category(ies) of shares;

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class/category of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes/categories of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund;

f) Upon the payment of distributions to the holders of any class/category of shares, the net asset value of such class/category of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant class/category of shares or Sub-Fund shall be valued after taking into account the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class/category of shares in respect of a Sub-Fund, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the

Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors (as defined in the sales documents for the shares of the Company), such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular Sub-Fund and the issue, conversion and redemption of the relevant shares:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to the relevant class(es)/category(ies) of shares or Sub-Fund from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to the relevant class(es)/category(ies) of shares or Sub-Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the relevant class(es)/category(ies) of shares or Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such class(es)/category(ies) of shares or Sub-Fund; or

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange; or

e) when for any other reason beyond the control and responsibility of the board of directors the prices of any investments owned by the Company attributable to any class/category of shares or Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

f) in the event of the publication (i) of the convening notice to a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or a Sub-Fund is to be proposed, or of the decision of the board of directors to wind up one or more Sub-Funds, or (ii) to the extent that such a suspension is justified for the protection of the shareholders, of the notice of the general meeting of shareholders at which the merger of the Company or a Sub-Fund is to be proposed, or of the decision of the board of directors to merge one or more Sub-Funds; or

g) during any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted; or

h) during any period when political, economical, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value per share of the Company in a normal and reasonable manner; or

i) during any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of undertakings for collective investment in which the Company is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value per share in a class/category of shares or Sub-Fund.

j) during any period during which, in the opinion of the board of directors, circumstances exist beyond the control of the Company which make it impracticable or unfair to the shareholders to continue transactions relating to a sub-fund of the Company.

Furthermore, a feeder Sub-Fund may temporarily suspend the redemption, reimbursement or subscription of its shares, when its master UCITS temporarily suspends the redemption, reimbursement or subscription of its units, whether this be at its own initiative or at the request of its competent authorities, for a period identical to the period of suspension imposed on the master UCITS.

Any such suspension shall be notified by the Company to all the shareholders, if appropriate, and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value per share has been suspended.

Such suspension as to any class/category of shares or any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other class/category of shares or any other Sub-Fund not affected by the same circumstances.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except in case of a suspension of the calculation of the net asset value per share in the relevant class/category of shares or Sub-Fund, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be

re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, if any, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a simple majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a previous resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signature, except if specifically authorized thereto by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a simple majority of the directors is present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a simple majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors will delegate its duties of investment management, administration and marketing of the Company to a management company governed by the provisions of chapter 15 of the Law of 2010 (hereinafter the "Management Company").

The Management Company may delegate to third parties for the purpose of a more efficient conduct of its business the power to carry out on its behalf one or more of its functions as hereabove mentioned.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the shares of the Company.

The investments of each Sub-Fund shall consist solely of:

- (a) transferable securities and money market instruments listed or dealt in on a regulated market.
- (b) transferable securities and money market instruments dealt in on an other regulated market in a Member State of the European Union.
- (c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing or dealt in on a regulated market in any State of Europe which is not a Member State of the European Union, and any State of America, Africa, Asia, Australia and Oceania.
- (d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market as described above, and that such admission is secured within one year of the issue.
- (e) money market instruments other than those dealt in on a regulated market.
- (f) units of eligible undertakings for collective investment provided that no more than 10% of the assets of such undertakings for collective investment whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, in aggregate be invested in units of other undertakings for collective investment (it being understood that a Sub-Fund of the Company may, under the conditions set out below, be authorised to invest in one or more other Sub-Fund (s) of the Company).
- (g) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that its is subject to prudential rules considered by the Luxembourg regulatory authority as equivalent to those laid down in community law.
- (h) financial derivative instruments including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market, and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter, meeting the conditions set forth by Article 41 of the Law of 2010.

A Sub-Fund may invest in accordance with the principle of risks spreading up to 100% of its net assets in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State within the meaning of the Law, its local authorities, another State which is not part of the EU as accepted by the Luxembourg supervisory authority and mentioned in the sales documents (including, but not exclusively, the member state of the OECD, Singapore, Brazil, Russia, Indonesia and South Africa) or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided that the Sub-Fund holds securities or money market instruments from at least six different issues and securities or money market instruments from one issue do not account for more than 30% of its total net assets.

The Fund is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

The board of directors may, at any time it considers appropriate, under the conditions and within the limits laid down by the Law of 2010 and the relevant Luxembourg regulations and in accordance with the provisions laid down in the prospectus, (i) create a Sub-Fund described either as a feeder UCITS or a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS or master UCITS sub-fund, (iii) replace the master UCITS with one of its feeder UCITS Sub-Funds.

A Sub-Fund may, under the conditions and within the limits laid down by the Law of 2010 and the relevant Luxembourg regulations and in accordance with the provisions laid down in the prospectus, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Company. In this case and subject to the conditions laid down by the relevant Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, relating to these shares shall be suspended for as long as they are held by the sub-fund in question. Furthermore and for as long as these shares are held by a sub-fund, their value will not be taken into consideration to determine the net asset value of the Company for the purposes of verifying the minimum net asset threshold required by the Law of 2010.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the management company, the investment manager, the investment adviser, the custodian or such other person, any direct or indirect subsidiary thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Independent Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor {réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The independent auditor shall satisfy the requirements of the Law of 2010 as to honourableness and professional experience and who shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2010.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class/category of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of shareholders meetings, unless otherwise provided herein.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the third Thursday in the month of April at 10.00 am.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address into the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders needs not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

If dematerialised shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The holders of dematerialised shares are obliged, in order to be admitted to the general meetings, to provide a certificate issued by the institution with which their securities account is maintained at least five business days prior to the date of the meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class/category of shares is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of the Company are passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

The convening notices to general meetings of shareholders of the Company may provide that the quorum and the majority at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise a voting right attaching to his shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class/Category or of Classes/Categories of Shares. The shareholders of the class/category or of classes/categories of shares issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class/category of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class/category of shares.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class/category of shares are passed by a simple majority of the votes cast.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class/category of shares vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class/category or classes/categories of shares, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class/category or classes/categories of shares in compliance with Article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915").

Art. 24. Dissolution, Merger and Split of Sub-Funds, Classes or Categories of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any class/category of Shares in a Sub-Fund or in any Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such class/category of shares or for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economical or political situation relating to the class/category of shares or the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that class/category of shares or that Sub-Fund or in order to proceed to an economical rationalization, the board of directors may decide to liquidate such Sub-Fund or such class/category of shares in a Sub-Fund by carrying out a compulsory redemption of all the shares of the relevant class/category or classes/categories of shares issued in such Sub-Fund or of the Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and the costs of liquidation) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The board of directors may also decide to close a sub-fund or class if this in the interests of shareholders.

The Company shall notify the holders of the relevant class/category or classes/categories of shares or of the relevant Sub-Fund before the effective date for the compulsory redemption. The notice shall indicate the reasons for, and the procedure of the liquidation. Owners of registered shares shall be notified in writing and the Company shall inform holders of dematerialised shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and the costs of liquidation) prior to the effective date for the compulsory redemption.

The Company shall reimburse each shareholder proportionally to the number of shares that he or she owns in the Sub-Fund or in the class/category of shares of that Sub-Fund.

Liquidation proceeds which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian and afterwards the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Mergers of Sub-Funds are governed by the Law of 2010. Any Sub-Fund or class/category of shares merger will be decided by the Board of Directors, unless the latter wishes to refer this merger decision to the General Meeting of Shareholders of the Sub-fund in question. No quorum will be required for such a meeting and the decision will be taken by a simple majority of the votes cast.

If the merger should lead to the Company ceasing to exist, this operation must be decided by a General Meeting of Shareholders. No quorum will be required for this meeting and the decision will be taken by a simple majority of the votes cast.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may reorganise, in the interest of shareholders, a Sub-Fund or a class/category of shares by splitting it into two or more new Sub-Funds or classes/categories of shares. Such decision shall be notified in the same manner as described in the first paragraph of this Article. In addition, the notice shall contain information relating to that split. The relevant notice shall be notified at least one month before the date on which the split becomes effective in order to enable shareholders to request the redemption or conversion of their Shares, free of charge during that period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision. The Company's auditor will produce a valuation report on the split.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-one of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class/category or classes/categories of shares issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of the relevant class(es)/category(ies) of shares or Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare distributions.

For any class/category of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed shall be forfeited in accordance with applicable laws and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class/category or classes/categories of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (hereinafter the "custodian").

The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the custodian, but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to a general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by the simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to a general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in Article 5 hereof; in such event, the general meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days as from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators who may be physical persons or legal entities appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class/category of shares in a Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of shares of the relevant class/category of shares in proportion of their holding of shares in such class/category of shares. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Luxembourg law.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2010, as such laws have been or may be amended from time to time.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above, declares to subscribe to the shares as follows:

Shareholder	Capital subscribed	Number of shares
BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.	EUR 31,000.-	310
Total:	EUR 31,000.-	310

Evidence of the above payment, i.e. thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) was given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its organisation are estimated at approximately two thousand five hundred euros (EUR 2,500.-).

Extraordinary General Meeting of Shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as validly convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors, their term of office expiring at the annual general meeting of shareholders which will deliberate on the annual accounts as at 31 December 2013:

M. Riccardo MILLICH, Premier Conseiller, Banque Degroof Luxembourg S.A., born on 21 June 1976 in Strasbourg (F), residing professionally in L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

M. Alain DEVRESSE, Managing Director, born on 1st February 1966 in Dinant (Belgium), residing professionally in 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Mr. Keyvan KHOSROVSHAHI, Chief Operating Officer, Bedrock S.A., born on 20 November 1969 in Geneva (Switzerland), residing professionally in 4, Chemin des Vergers, CH-1208 Geneva (Switzerland).

II. The following is elected as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), its term of office expiring at the annual general meeting of shareholders which will deliberate on the annual accounts as at 31 December 2013:

Ernst & Young Services S.A., having its registered office at L-5365 Munsbach, 7 rue Gabriel Lippmann, R.C.S. Luxembourg B 69.847.

III. The address of the registered office of the Company is set at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the law of 17th December 2010 on undertakings for collective investment.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Signé: V. GLANE, G. LECUIT

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 mai 2013. Relation: LAC/2013/21644. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2013.

Référence de publication: 2013067388/789.

(130082090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Aguirre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3598 Dudelange, 13, route de Zoufftgen.

R.C.S. Luxembourg B 134.285.

L'an deux mille treize, le vingt-et-un mai.

Par devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de Aguirre S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-3598 Dudelange, 13, route de Zoufftgen, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

section B, numéro 134.285, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 22 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 67 du 10 janvier 2008, ci-après dénommée la «Société Absorbée».

L'assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Bob PLEIN, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

qui désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Constat qu'un premier projet de fusion établi entre la Société Absorbée et KINSKY S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-3598 Dudelange, 13, route de Zoufftgen, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 134.334, (ci-après la «Société Absorbante») lequel n'a jamais été approuvé, a été établi en date du 30 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 8 du 3 janvier 2012, et aucune des sociétés participantes ne s'est opposée à la réalisation de la fusion entre les sociétés participantes.

2. Examen et approbation, sur présentation des documents prescrits par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté en date du 26 mars 2013, publié au Mémorial C numéro 771 du 30 mars 2013, qui constitue la continuation des opérations de fusions commencés le 30 novembre 2011.

3. Décision de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi avec émission de 100 (cent) nouvelles parts sociales nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les parts sociales de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 1^{er} décembre 2010.

4. Reconnaissance que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante.

5. Délégation de pouvoirs.

6. Divers.

(ii) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les associés présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

(v) Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale DÉCIDE d'approuver:

(i) le premier projet commun de fusion entre la Société Absorbée et KINSKY S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-3598 Dudelange, 13, route de Zoufftgen, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 134.334, (ci-après la «Société Absorbante») arrêté le 30 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 8 du 3 janvier 2012, et constate qu'aucune des sociétés participantes ne s'est opposée à la réalisation de la fusion entre les sociétés participantes.

(ii) après examen des documents prescrits par l'article 267 de la Loi, le deuxième projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté le 26 mars 2013, publié au Mémorial C numéro 771 du 30 mars 2013, qui constitue la continuation des opérations de fusions commencés le 30 novembre 2011, afin de respecter des dispositions de la loi.

Deuxième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi avec émission de 100 (cent) nouvelles parts nouvelles de la Société

Absorbante, étant entendu que (i) toutes les parts sociales de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 1^{er} décembre 2010.

Troisième résolution

L'assemblée générale RECONNAIT que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante.

L'assemblée générale RECONNAIT de surcroît que la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 1^{er} décembre 2010.

Quatrième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de déléguer tous pouvoirs à la gérance de la Société absorbante, pour faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue de la mise en oeuvre des résolutions précédentes, y compris la passation de tous les actes nécessaires au transfert d'actifs et de passifs tels que décidés en vertu des susdites résolutions.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la Loi l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée et du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à 1.200,- EUR.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Bob PLEIN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 mai 2013. Relation GRE/2013/2094. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013066701/96.

(130082406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Guinarta, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 177.042.

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE TRENTE AVRIL.

Par devant Nous Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

Ont comparu:

1. GPINVEST, société anonyme de droit belge ayant son siège social au rue Gilles Dagneau 14, B-1390 Grez-Doiceau,
2. Madame Nathalie CHABOCHE, née le 24 juillet 1963 à Saint-Brieuc (France), domiciliée au rue de la Fauvette 1, B-1180 Uccle,
3. Monsieur Arthur PORRE, né le 1^{er} juin 1989 à -Saint-Cloud (France) domicilié au rue de la Fauvette 1, B-1180 Uccle.

Ici représentés par Monsieur Luc WITTNER, demeurant professionnellement au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg, en vertu de procurations signées en date du 9 avril 2013.

Lesquelles procurations paraphées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination Guinarta (la «Société»), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par simple décision du gérant. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produisent ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et droits de propriété intellectuelle.

3.3. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de titres de créances, obligations et autres titres représentatifs de dette. La Société peut accorder des prêts (subordonnés ou non subordonnés) ou d'autres formes de financement à toute société. Elle peut également prêter des fonds (y compris ceux résultant des emprunts et/ou des titres représentatifs de dette) à ses filiales et sociétés affiliées ainsi qu'à ses associés.

3.4. La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges ou créer toutes sûretés sur toute ou partie de ses avoirs.

3.5. La Société aura également pour objet la gestion de son propre patrimoine immobilier ou mobilier par l'achat, la location, la mise en valeur et la vente de toutes propriétés et droits immobiliers.

3.6. D'une manière générale, la Société prendra toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder ses droits, toutes mesures de surveillance et de contrôle et pourra effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social, à condition que la Société ne participe pas à des opérations ou des transactions qui auraient pour résultat que la Société soit engagée dans une activité pour laquelle un agrément serait nécessaire ou qui serait considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille six cents euros (EUR 12.600,-), représenté par douze mille six cents (12.600) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.2. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non associés n'est possible qu'avec l'accord donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après sa notification à la Société ou acceptation par elle en conformité avec les

dispositions de l'article 1690 du code civil. Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.3. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.4. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Gestion.

7.1. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommé(s) par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat, les gérants ne sont pas nécessairement des associés.

7.2. Les gérants sont révocables ad nutum à tout moment (sans raison).

Art. 8. Pouvoirs du gérant.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du ou des gérants qui auront tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le(s) gérant(s).

Art. 9. Représentation. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsque la société comporte plusieurs gérants, par les signatures conjointes de deux gérants; le cas échéant, par les signatures individuelles ou conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2 des Statuts.

En cas d'empêchement temporaire du ou des gérants, les affaires sociales peuvent être gérées par l'associé unique ou, lorsque la société comporte plusieurs associés, par deux associés agissant conjointement.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 11. Pouvoirs et Droits de vote.

11.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

11.2. Chaque associé a le droit de recevoir une convocation et de participer à toutes les assemblées d'associés de la Société et possède une (1) voix pour chacune des parts sociales qu'il détient pour chacune de ces assemblées.

11.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme son mandataire.

Art. 12. Forme - Quorum - Majorité.

12.1. Les décisions collectives ne sont valablement prises (sous réserve de l'article 12.2) que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

12.2. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 13. Exercice social.

13.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

13.2. Chaque année, le trente et un décembre, la gérance établit les comptes annuels.

13.3. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé 5% sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10% du capital social de la Société.

14.2. L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

14.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment aux conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par la gérance de la Société,
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale,
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société dans les deux (2) mois après la date à laquelle a été arrêté cet état comptable,
- (iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés,
- (v) si les dividendes intérimaires versés sont supérieures aux bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, l'(les) associé(s) sera(ont) tenu(s) de reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution de l'associé (des associés) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

16. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les parts sociales de la Société ont été souscrites comme suit:

Souscripteurs	Nombre de parts sociales	Montant souscrit et libéré
1. GPINVEST, société anonyme, préqualifiée	6.426	EUR 6.426,-
2. Madame Nathalie CHABOCHE	2.394	EUR 2.394,-
3. Monsieur Arthur PORRE	3.780	EUR 3.780,-
Total:	12.600	EUR 12.600,-

Les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE SIX CENTS EUROS (EUR 12.600,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

La preuve en a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de sa constitution à environ EUR 1.100,-.

Réunion des associés

Et aussitôt après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Maître Antoine MEYNIAL, né le 6 février 1966 à Paris (F), demeurant professionnellement au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg,
 - Maître Michaël DANDOIS, né le 15 janvier 1971 à Messancy (B), demeurant professionnellement au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg,
 - Monsieur Stéphane WARNIER, né le 25 mars 1966 à Watermael-Boitsfort (B), demeurant professionnellement au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg.
2. Est nommée commissaire aux comptes de la Société jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra en 2018: CHESTER & JONES SARL, R.C.S. Luxembourg B 120602, 14, rue Bernard Hall, L-1711 Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est établi au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. WITTNER, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 02 mai 2013. Relation: RED/2013/709. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 08 mai 2013.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013060191/189.

(130073933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2013.

Aerium Opportunity I Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.987.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2013.

Référence de publication: 2013036159/11.

(130044617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

Pimliko SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2510 Strassen, 24, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg E 5.080.

STATUTS

L'an deux-mille treize, le quatorze mai.

Pardevant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Madame Danièle Joëlle, dite Joëlle SCHAACK, juriste, née à Luxembourg le 16 juillet 1959, matricule n°1959 07 16 262, demeurant à L-2510 Strassen, 24, rue des Tilleuls,

2) Monsieur Marc BÜCHLER, ingénieur diplômé, né à Luxembourg le 25 novembre 1958, matricule n°1958 11 25 111, demeurant à L-2510 Strassen, 24, rue des Tilleuls,

3) Madame Danièle BÜCHLER, avocat à la Cour, née à Luxembourg le 4 novembre 1984, matricule n°1984 1104 024, demeurant à L-8011 Strassen, 289B, route d'Arlon,

ici représentée par Madame Joëlle Schaack, prémentionnée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

4) Madame Anne BÜCHLER, enseignante, née à Luxembourg, le 27 août 1987, matricule n°1987 0827 027, demeurant à L-1467 Howald, 41, rue Henri Entringer,

ici représentée par Madame Joëlle Schaack, prémentionnée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé

5) Madame Michèle BÜCHLER, étudiante, née à Luxembourg, le 4 janvier 1994, matricule n°1994 0104 087, demeurant à L-2510 Strassen, 24, rue des Tilleuls,

ici représentée par Madame Joëlle Schaack, prémentionnée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesquelles procurations signées "ne varietur" par la mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile immobilière qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. La société a pour objet l'acquisition, la vente, la construction, l'aménagement, l'exploitation, la mise en valeur, la mise en location, l'administration et la gestion d'immeubles tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement et l'exploitation, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société.

La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque et autres privilèges ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers. Elle sera habilitée à procéder à toute division, remembrement de parcelles ainsi que vente d'immeubles lui appartenant.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

Art. 2. La société prend la dénomination de "PIMLIKO SCI", société civile immobilière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Strassen.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même commune par simple décision de la gérance.

Art. 5. Le capital social est fixé à trois mille Euros (EUR 3.000,-) représenté par cent vingt (120) parts d'intérêt sans désignation de la valeur nominale.

Elles ont été souscrites comme suit:

- Madame Joëlle SCHAACK	60 parts d'intérêt en usufruit
- Monsieur Marc BÜCHLER	60 parts d'intérêt en usufruit
- Madame Danièle BÜCHLER	40 parts d'intérêt en nue-propriété
- Madame Anne BÜCHLER	40 parts d'intérêt en nue-propriété
- Madame Michèle BÜCHLER	40 parts d'intérêt en nue-propriété
Total:	120 parts d'intérêt en usufruit et 120 parts d'intérêts en nue-propriété

Toutes les parts d'intérêts ont été intégralement libérées de telle sorte que la somme de trois mille Euros (EUR 3.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque part d'intérêt représentative du capital souscrit pourra être exercée:

- soit en pleine propriété;
- soit en usufruit, par un associé dénommé "usufruitier" et en nue-propriété par un associé dénommé "nu-propriétaire".

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque part d'intérêt sont déterminés ainsi qu'il suit:

- droits sociaux dans leur ensemble;
- droit de vote aux assemblées générales;
- droits aux dividendes;
- droit préférentiel de souscription des parts d'intérêt nouvelles en cas d'augmentation de capital;

Les droits attachés à la qualité de nu-propriétaire et conférés par chaque part d'intérêt sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de liquidation de la société suivant les modalités prévues ci-après sub b).

En cas de vente de l'usufruit ou de la nue-propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propriété sera déterminée:

- a) par la valeur de la pleine propriété des parts d'intérêt établie en conformité avec les règles d'évaluation prescrites par la loi;
- b) par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-propriété conformément aux dixièmes forfaitaires fixés par les lois applicables au Grand-Duché de Luxembourg en matière d'enregistrement et de droits de succession.

Art. 6. La cession des parts d'intérêt s'opère par acte authentique ou sous seing privé en observant l'article 1690 du Code civil.

Les parts d'intérêt ne peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés.

En cas de transfert par l'un des associés de ses parts d'intérêt les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ces parts d'intérêt, à un prix agréé entre associés et fixé à l'unanimité lors d'une assemblée générale statuant sur le bilan et le résultat de l'exercice. Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

A défaut de reprise des parts d'intérêt par les associés, la société ne pourra être dissoute. Les parts d'intérêt seront alors rachetées par la société qui procédera sans délai à leur annulation moyennant une réduction de son capital.

Art. 7. Chaque part d'intérêt donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts d'intérêt existantes.

Art. 8. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts d'intérêt qu'il possède.

Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862, 1863 et 1864 du Code civil. Les pertes et dettes de la société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts d'intérêt dans la société. Dans tous les actes qui contiendront des engagements au nom de la société, les gérants devront, sauf accord contraire et unanime des associés, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au

droit d'exercer une action personnelle contre les associés, de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la présente société et sur les biens qui lui appartiennent.

Art. 9. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers ou ayants cause de l'associé ou des associés décédés, sous réserve des dispositions de l'article 6.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs associés ne mettra pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de déconfiture.

Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part d'intérêt la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part d'intérêt comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Les héritiers et légataires de parts d'intérêt ou les créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, pendant la durée de la société et jusqu'à la clôture de sa liquidation, requérir l'apposition de scellés sur les biens, documents et valeurs de la société ou en requérir l'inventaire, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs associés-gérants nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un des associés-gérants, il sera pourvu à son remplacement par décision unanime des associés.

Art. 11. Le ou les associés-gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

Art. 12. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Art. 13. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 14. Les associés se réunissent au moins une fois par an à l'endroit qui sera indiqué dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les associés-gérants quand ils le jugent convenable, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires sont transmises par courriers, courriels ou télécopies adressés aux associés au moins cinq jours à l'avance et doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 15. Dans toutes les réunions, chaque part d'intérêt en usufruit donne droit à une voix.

Les résolutions sont prises à la majorité des trois quarts des voix des associés présents ou représentés.

Art. 16. Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quel qu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts ne sont prises qu'à l'unanimité de toutes les parts d'intérêt existantes.

Art. 17. En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des associés-gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Le ou les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts d'intérêt possédées par chacun d'eux.

Art. 18. Les articles 1832 à 1872 du Code civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2013.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société pour sa constitution sont estimés à huit cents euros (800,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les associés, présents ou représentés comme dit ci-avant, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants, avec pouvoir de signature individuel pour engager la société, pour une durée indéterminée: Madame Joëlle SCHAACK, pré-mentionnée, et Monsieur Marc BÜCHLER, pré-mentionné.

2. Le siège social de la société est fixé à L-2510 Strassen, 24, rue des Tilleuls.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Schaack, Büchler, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 mai 2013. Relation: LAC/2013/22721. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013067229/155.

(130082854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Glatfelter Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 175.961.

—
CONTRIBUTION PLAN / PROJET D'APPORT

In the year two thousand and thirteen, on the 22 of May:

- the board of directors of PHG Tea Leaves, Inc., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, registered with the Delaware Registrar of Companies under number DE 19810-4812 and having its registered office at 1105 N. Market Street, Suite 1300, Wilmington, Delaware 19801, United States of America ("PHG"); and

- the board of managers of Glatfelter Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 175.961 and having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg ("Luxco"),

have, with regard to PHG, pursuant to the written resolutions of its board of directors adopted on 20 May 2013 and with regard to Luxco, pursuant to the resolutions taken during a meeting of its board of managers held on 22 May 2013, have approved the following contribution plan (the "Contribution Plan") and decided to submit it to the shareholders of PHG and Luxco.

Contribution Plan

1. Description of the contribution regime. The board of directors of PHG and the board of managers of Luxco have both agreed to have the following contribution governed by the provisions of articles 285 to 308 (but excluding article 303) of the Luxembourg law governing commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time (the "Law") as permitted by article 308bis-2 of the Law.

The contribution between PHG and Luxco will therefore be governed by the provisions of the Law relating to divisions.

The board of managers of Luxco has in addition received confirmation that the national law applicable to PHG does not prohibit such a transaction.

2. Description of contributed assets. PHG shall contribute, without dissolution, to Luxco, a part of its assets, consisting in the following assets (the "Assets"):

(i) Two (2) shares, with one share having a par value of fifteen thousand Deutsche Mark (DEM 15,000.-), corresponding to seven thousand six hundred sixty nine Euros and thirty-nine Cents (EUR 7,669.39) and the other share having a par value of thirty-five thousand Deutsche Mark (DEM 35,000.-), corresponding to seventeen thousand eight hundred ninety-five Euros and twenty one Cents (EUR 17,895.21), representing 100% of the corporate capital of Glatfelter Verwaltungsgesellschaft mbH, a company incorporated as a private limited liability company under the laws of Germany, registered with the Register of Commerce of Mannheim, under number 530244 and having its registered office at Gernsbach, Germany;

(ii) Two (2) shares, with one share having a par value of fifteen thousand Deutsche Mark (DEM 15,000.-), corresponding to seven thousand six hundred sixty nine Euros and thirty-nine Cents (EUR 7,669,39) and the other share having a par

value of thirty-five thousand Deutsche Mark (DEM 35,000.-), corresponding to seventeen thousand eight hundred ninety-five Euros and twenty one Cents (EUR 17,895.21), representing 100% of the corporate capital of PHG Verwaltungsgesellschaft mbH, a company incorporated as a private limited liability company under the laws of Germany, registered with the Register of Commerce of Mannheim, under number 530245 and having its registered office at Gernsbach, Germany;

(iii) Twenty (20) shares, having a par value of one thousand CHF (CHF 1,000.-) each, representing 100% of the corporate capital of Glatfelter Switzerland, a company incorporated as a private limited liability company under the laws of Switzerland, registered with the Register of Commerce of Geneva under number CH-660-2054010-6 and having its registered office at rue de Lyon 111, c/o KPMG S.A., 1203 Geneva, Switzerland; and

(iv) Claim(s) against Glatfelter Verwaltungsgesellschaft mbH for an aggregate amount of sixty million Euros (EUR 60,000,000.-).

3. Consideration. In consideration for the contribution of the Assets to Luxco, Luxco will issue and PHG will subscribe to one hundred sixty three million (163,000,000) shares, having a par value of one Euro (EUR 1) each (the “New Shares”), for an aggregate amount of one hundred sixty three million Euros (EUR 163,000,000.-). As part of the contribution, two hundred forty-three million seventeen thousand Euros (EUR 243,017,000.-) shall be allocated to the share premium account of Luxco.

Further to the issuance of the New Shares, the articles of association of Luxco shall be amended as evidenced in Schedule 1, Schedule 1 forms an integral part of this Contribution Plan.

4. Valuation. The valuation of the Assets results from a valuation report issued by the board of managers of Luxco and the board of directors of PHG.

5. Condition precedent to the contribution. The terms of this Contribution Plan shall be subject to the approval of the extraordinary meeting of the shareholder of Luxco, which shall occur at the earliest one month after the filing and publication of this Contribution Plan, in accordance with article 9 of the Law. The sole shareholder of PHG shall approve this Contribution Plan (whether before or after the execution of this Contribution Plan by PHG and Luxco but in any case prior to the approval of the Contribution Plan by the sole shareholder of Luxco) by written consent in lieu of a shareholder meeting.

6. Closing Date and Issuance of New Shares. On the date the shareholder of Luxco shall approve the Contribution Plan (the “Closing Date”), the Assets will be contributed ipso jure and without dissolution by PHG to Luxco, in accordance with article 308bis-2 of the Law and this Contribution Plan and Luxco will assume all the liabilities and obligations attached to the Assets as its own. For the avoidance of doubt, the shareholder’s meeting of Luxco shall be held before a Luxembourg civil law notary.

On the Closing Date, Luxco will issue the New Shares and shall register their issuance and subscription by PHG in the register kept at the registered office of Luxco.

7. Effective date of the contribution. From an accounting and tax perspective with regard to all companies involved, the contribution of the Assets will be considered effective as of the Closing Date.

From a legal perspective, the contribution of the Assets shall be effective between the companies involved as of the Closing Date.

8. Legal effect of the contribution of the Assets. On the Closing Date, the Assets will be contributed ipso jure and without dissolution of PHG to Luxco, in accordance with article 308bis-2 of the Law and of this Contribution Plan.

From the Closing Date, all rights and obligations towards third parties in relation to the Assets will be taken over by Luxco and Luxco will assume all the liabilities and payment obligations attached to the Assets as its own.

Luxco will acquire ownership and possession of the Assets as of the Closing Date. Luxco has full knowledge of the contributed assets and liabilities of the Assets and does not require additional information from PHG on the Assets.

Luxco will accept the contributed Assets on the Closing Date on an “as-is-basis”, without being able to exercise any rights of recourse against PHG. Luxco will settle any taxes, fees, charges and generally all the ordinary or extraordinary costs, which arise or may arise as from the Closing Date in relation to the Assets.

The Assets are contributed to Luxco with the collaterals attached thereto. As a consequence, Luxco is subrogated, without novation, with regard to all real and personal rights of PHG, in relation to the Assets and against all debtors.

This subrogation applies particularly to liens rescission claims, seizures, securities and pledges. Luxco is authorized to require or agree at its expenses, any formal notices, references, registrations, renewals or withdrawals of registrations of liens, mortgages, seizures, as well as any priorities, postpositions or subrogation.

Luxco will settle on behalf of PHG all liabilities relating to the Assets.

Luxco will settle on behalf of PHG all payments made by the latter which arise out of these liabilities and hold PHG harmless against any action brought against the latter In connection with obligations of Luxco which arise in the context of the contribution of the Assets.

9. Particular advantages. Neither the shareholder of PHG nor the shareholder of Luxco shall be granted special rights and there are no holders of securities other than the shares.

No particular advantages will be granted to the managers, directors or to the auditors of the involved companies in relation and as a consequence of the contribution of the Assets.

10. Documents available at the registered office of the companies. The shareholder of PHG and the shareholder of Luxco shall be entitled to inspect the following documents at the registered office of PHG and Luxco at least one month before the date of the general meeting called to decide on the Contribution Plan: (i) the Contribution Plan; and (ii) the annual accounts and the annual reports of PHG for the last three financial years. It is mentioned that Luxco has been incorporated on 13 March 2013 and that therefore no annual accounts are available.

11. Waivers. The shareholder of PHG and the shareholder of Luxco have both waived the following requirements, in accordance with article 296 of the Law:

- (i) the report to be prepared by an independent expert on the contribution plan required by article 294 of the Law;
- (ii) the report to be prepared by the board of directors of each company on the contribution plan required by article 293 of the Law; and
- (iii) the formal requirement to prepare interim accounts for both companies under certain circumstances provided by article 295 (1) (c) of the Law.

12. Further Assurance. Each of the parties shall from time to time execute such documents and perform such acts and things as any other party may reasonably require in order to give any party the full benefit of the Contribution Plan.

13. Luxco specific acknowledgement. According to Article 785 (2) of the Swiss Code of obligations, reference is made to the articles of association of Glatfelter Switzerland, which are known by Luxco, especially to the following Articles:

- (i) Article 8 - Pre-emptive rights; principle and procedure,
- (ii) Article 9 - Pre-emptive rights; determination of the real value, and
- (iii) Article 11 - Duty of loyalty and covenant not to compete.

The articles of association of Glatfelter Switzerland do not contain any clause related to the obligation by the members to make supplementary financial contributions or to provide ancillary performances - with the exception of the pre-emptive rights - nor do they include any penalty clause.

14. Severance. Should provisions of this Contribution Plan be invalid or become invalid at a later stage, this shall not otherwise affect the validity of this Contribution Plan. The same applies if it should transpire that the Contribution Plan contains any omissions. The invalid ruling should be replaced or an omission filled by an appropriate ruling which - to the extent and legally possible - comes closest to what the contracting parties intended according to the purpose and intent of the Contribution Plan if they had considered this point when concluding this Contribution Plan.

15. Governing law and jurisdiction. This Contribution Plan and any disputes or claims arising out of or in connection with its subject matter or formation (including non-contractual disputes or claims) are governed by and construed in accordance with the law of the Grand Duchy of Luxembourg.

The parties irrevocably agree that the courts of Luxembourg-City have exclusive jurisdiction to settle any dispute or claim that arises out of or in connection with this Contribution Plan or its subject matter or formation (including non-contractual disputes or claims).

This Contribution Plan is worded in English, followed by a French version. In case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Projet d'Apport

En l'an deux mille treize, le 22 mai:

- le conseil d'administration de PHG Tea Leaves, Inc., une société constituée conformément aux lois de l'Etat du Delaware, Immatriculée auprès du Delaware Registrar of Companies sous le numéro DE 19810-4812, avec son siège social au 1105 N. Market Street, Suite 1300, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique («PHG»); et

- le conseil de gérance de Glatfelter Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.961, avec son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg («Luxco»),

ayant, en ce qui concerne PHG, aux termes des résolutions écrites en date du 20 mai 2013, et en ce qui concerne Luxco, aux termes des résolutions adoptées par son conseil de gérance en date du 22 mai 2013, ont approuvé le Projet d'Apport et décidé de soumettre le projet d'apport suivant (le «Projet d'Apport») à l'approbation de l'actionnaire de PHG et à l'approbation de l'associé de Luxco.

1. Description du régime d'apport. Le conseil d'administration de PHG et le conseil de gérance de Luxco ont décidé de soumettre l'opération d'apport décrite ci-après, aux dispositions des articles 285 à 308 (hormis l'article 303) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), conformément aux dispositions de l'article 308bis-2 de la Loi.

L'apport de PHG à Luxco sera dès lors soumis aux dispositions de la Loi relatives aux scissions.

Le conseil de gérance de Luxco a de surcroît reçu la confirmation que le droit national applicable à PHG n'interdit pas une telle transaction.

2. Description des actifs apportés. PHG apportera sans être dissoute, la partie suivante de ses actifs à Luxco (les «Actifs»):

(i) Deux (2) actions, avec une action ayant une valeur nominale de quinze mille Deutsche Mark (DEM 15.000,-), correspondant à sept-mille six cent soixante-neuf Euros et trente-neuf Cents (EUR 7.669,39) et l'autre action ayant une valeur nominale de trente-cinq mille Deutsche Mark (DEM 35.000,-), correspondant à dix-sept mille huit cent quatre-vingt-quinze Euros vingt et un Cents (EUR 17.895,21), représentant 100% du capital social de Glatfelter Verwaltungsgesellschaft mbH, une société à responsabilité limitée, constituée conformément aux lois d'Allemagne, immatriculée auprès du Registre du Commerce de Mannheim sous le numéro 530244 et ayant son siège social à Gernsbach, Allemagne;

(ii) Deux (2) actions, avec une action ayant une valeur nominale de quinze mille Deutsche Mark (DEM 15.000,-), correspondant à sept-mille six cent soixante-neuf Euros et trente-neuf Cents (EUR 7.669,39) et l'autre action ayant une valeur nominale de trente-cinq mille Deutsche Mark (DEM 35.000,-), correspondant à dix-sept mille huit cent quatre-vingt-quinze Euros vingt et un Cents (EUR 17.895,21), représentant 100% du capital social de PHG Verwaltungsgesellschaft mbH, une société à responsabilité limitée, constituée conformément aux lois d'Allemagne, immatriculée auprès du Registre du Commerce de Mannheim sous le numéro 530245 et ayant son siège social Gernsbach, Allemagne;

(iii) Vingt (20) parts, ayant une valeur nominale de mille CHF (CHF 1.000) chacune, représentant 100% du capital social de Glatfelter Switzerland, une société à responsabilité limitée, constituée conformément aux lois de Suisse, immatriculée auprès du Registre du Commerce de Genève sous le numéro CH-660-2054010-6 et ayant son siège social à rue de Lyon 111, c/o KPMG S.A., 1203 Geneva, Switzerland; et

(iv) Des créances contre Glatfelter Verwaltungsgesellschaft mbH, d'une valeur de soixante millions d'Euros (EUR 60.000.000).

3. Rémunération. En contrepartie de l'apport des Actifs à Luxco, Luxco émettra et PHG souscrira à cent soixante-trois millions (163.000.000) de parts sociales, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1) (les «Nouvelles Parts»), avec une valeur totale de cent soixante-trois millions d'Euros (EUR 163.000.000). En rapport avec l'apport, deux cent quarante-trois millions dix-sept mille Euros (EUR 243.017.000) seront alloués au compte de prime d'émission de Luxco.

Suite à l'émission des Nouvelles Parts, les statuts de Luxco seront modifiés dans la forme telle qu'annexée en annexe 1. L'annexe 1 forme partie Intégrante de ce Projet d'Apport.

4. Evaluation. L'évaluation des Actifs résulte d'un rapport d'évaluation établi par le conseil de gérance de Luxco et par le conseil d'administration de PHG.

5. Effet du contrat / Conditions suspensives. Les termes du Projet d'Apport seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale de l'associé de Luxco, qui pourra se réunir au plus tôt dans un délai d'un mois à partir de la date de publication du projet d'apport, conformément à l'article 9 de la Loi. L'associé unique de PHG approuvera le Projet d'Apport (avant ou après que le Projet d'Apport ait été signé par Luxco et PHG mais dans tous les cas avant l'approbation du Projet d'Apport par l'associé unique de Luxco) par résolution écrite en lieu et place d'une réunion.

6. Date de Réalisation et émission des Nouvelles Parts. A la date à laquelle l'associé de Luxco approuvera le Projet d'Apport (la «Date de Réalisation»), les Actifs seront apportés ipso jure et sans dissolution, par PHG à Luxco, conformément aux dispositions de l'article 308bis-2 de la Loi et du présent Projet d'Apport. Luxco assumera seule tous les engagements et obligations attachés aux Actifs. Afin d'éviter tout doute, il est précisé que l'assemblée générale de l'associé devra se tenir par devant un notaire luxembourgeois.

A la Date de Réalisation, Luxco émettra les Nouvelles Parts et portera inscription de leur émission et de leur souscription par PHG dans le registre conservé au siège social de Luxco.

7. Date de prise d'effet de l'apport. D'un point de vue comptable et fiscal, l'apport de l'Actif sera opposable à l'égard des sociétés concernées à partir de la Date de Réalisation,

D'un point de vue juridique, l'apport de l'Actif sera opposable à l'égard des sociétés concernées à partir de la Date de Réalisation.

8. Effet de l'apport. A la Date de Réalisation, les Actifs seront transférés de plein droit et sans dissolution de PHG à Luxco, conformément aux dispositions de l'article 308bis-2 de la Loi et au Projet d'Apport.

A compter de la Date de Réalisation, l'ensemble des droits et des obligations relatifs aux Actifs seront repris, vis-à-vis de tiers, par Luxco, qui supportera l'ensemble des dettes et des obligations de paiement afférentes aux Actifs.

Luxco va acquérir les Actifs à la Date de Réalisation. Luxco a pleine connaissance des droits et obligations attachés aux Actifs et ne requiert pas de renseignements ou d'informations supplémentaires.

A la Date de Réalisation, Luxco acceptera les Actifs en l'état dans lequel ils se trouvent, sans aucun droit de recours contre de PHG. Luxco acquittera tous les impôts, frais, charges ainsi que l'ensemble des frais ou charges, ordinaires ou extraordinaires qui naissent ou qui seront susceptibles de naître en vertu des Actifs, à compter de la Date de Réalisation.

Les Actifs seront transférés à Luxco avec l'ensemble des sûretés y attachées. Luxco sera subrogée de plein droit, sans novation, dans tous les droits (tant réels que personnels) de PHG au titre des Actifs, à l'encontre de tous les tiers.

Cette subrogation a notamment lieu au titre de tous les privilèges, actions résolutoires, saisies, gages et nantissements. Luxco est autorisée à requérir ou consentir à ses propres frais, toutes significations, mentions, inscriptions, renouvellements ou mainlevées d'inscriptions de privilèges, d'hypothèques, de saisies ou tous rangs ou subrogations.

Luxco s'acquittera, au nom et pour le compte de PHG, de l'ensemble du passif lié aux Actifs.

Luxco s'acquittera, au nom et pour le compte de PHG, de l'ensemble des paiements effectués par cette dernière, relatifs au passif visé ci-avant et indemniser PHG contre toutes les actions intentées à son encontre, relatives aux obligations de Luxco, qui naîtraient en relation avec l'apport des Actifs.

9. Avantages particuliers. Aucun droit spécial ne sera accordé à l'actionnaire de PHG ou à l'associé de Luxco et il n'existe aucun détenteur de valeurs mobilières autres que des actions ou parts sociales.

Aucun avantage particulier ne sera attribué aux gérants, administrateurs ou aux commissaires des sociétés concernées, en relation et/ou en conséquence de l'apport des Actifs.

10. Documents disponibles aux sièges sociaux des sociétés. L'actionnaire de PHG et l'associé de Luxco auront chacun le droit de consulter, au moins un mois avant la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le Projet d'Apport, les documents suivants au siège social de PHG et de Luxco: (i) le Projet d'Apport, et (ii) les comptes annuels et les rapports annuels des trois derniers exercices de PHG. Luxco a été constituée en date du 13 mars 2013, par conséquent, elle n'a pas encore pu établir de comptes annuels.

11. Renoncations. L'actionnaire de PHG et l'associé de Luxco ont chacun renoncé aux exigences suivantes, conformément à l'article 296 de la Loi:

(i) au rapport sur le Projet d'Apport à établir par un expert indépendant, conformément aux dispositions de l'article 294 de la Loi;

(ii) au rapport sur le Projet d'Apport à établir par le conseil de gérance de chacune des sociétés, conformément aux dispositions de l'article 293 de la Loi; et

(iii) à l'exigence formelle d'établir des comptes intérimaires pour les deux sociétés, qui pourrait naître sous certaines conditions prévues par l'article 295 (1) (c) de la Loi.

12. Garantie de bonne exécution. Chacune des parties aux présentes signera à l'occasion tous les documents et accomplira tous les actes et formalités et entreprendra toutes les mesures que l'autre partie pourrait raisonnablement exiger afin de permettre la bonne exécution du Projet d'Apport et pour lui donner plein effet.

13. Luxco reconnaissance spécifique. Selon l'article 785 (2) du Code Suisse des obligations, il est fait référence aux statuts de Glatfelter Switzerland, connus par Luxco, dont notamment les articles suivants:

(i) Article 8 - Droits préemptifs; principe et procédure,

(ii) Article 9 - Droits préemptifs; détermination de la valeur réelle, et

(iii) Article 11 - Devoir de loyauté et engagement de non-concurrence.

Les statuts de Glatfelter Switzerland ne contiennent aucune clause faisant référence à une quelconque obligation de ses associés de procéder à des apports financiers supplémentaires ou fournir des prestations connexes - à l'exception des droits préemptifs - et ne contiennent aucune clause pénale.

14. Clause de sauvegarde. Si une ou plusieurs des dispositions du présent Projet d'Apport venaient à être déclarées nulles ou deviendraient sans effet, la validité du Projet d'Apport ne sera pas affectée. Il en est de même s'il devait s'avérer que le Projet d'Apport contenait des omissions. Chaque disposition qui deviendrait nulle ou inopérante devra ainsi être remplacée et chaque omission devra être complétée par une disposition appropriée qui - dans la mesure du possible et en toute légalité - s'approchera autant que possible de la volonté des parties contractantes, conformément à l'objet du Projet d'Apport, tel qu'il en aurait été si les parties avaient examiné cette question lors de la conclusion du Projet d'Apport.

15. Tribunaux compétents et loi applicable. Le présent Projet d'Apport ainsi que tout différend qui pourrait naître en raison de son existence, son objet ou son exécution (y compris des litiges ou demandes extracontractuels) seront soumis aux lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Les parties donnent compétence exclusive et irrévocable aux tribunaux de Luxembourg pour juger de tous les différends ou litiges éventuels nés de l'exécution, de la formation ou de l'interprétation du Projet d'Apport (y compris tout litige ou toute demande extracontractuel).

Le Projet d'Apport est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Signed on 22 May 2013.

PHG Tea Leaves, Inc. / Glatfelter Luxembourg S.à r.l.

George B. Amoss / Daniel Boone

Authorised signatory - President / Authorised signatory

Schedule 1

Articles of Association of Glatfelter Luxembourg S.à r.l. (after the Contribution)

Art. 1. Form. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, pursuant to the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the “1915 Law”), Article 1832 of the Civil Code and by the present articles of association (the “Articles”).

The Company may at any time be composed of one or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as the providing of loans and granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also utilize its funds to invest in real estate and, provided such investment is ancillary to or related to the acquisition, holding, administration, development and management of the undertaking forming part of the group of the Company, the Company may invest in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and may privately issue bonds, notes or similar debt instruments.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may regard as useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. Name. The name of the Company is “Glatfelter Luxembourg Sàrl”.

Art. 4. Duration. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the sole shareholder or, in case of plurality of shareholders, by a decision of the shareholders’ meeting.

The Manager or, as the case may be, the Board, as defined in Article 12 of these Articles, may also establish branches and subsidiaries, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that the Manager or, as the case may be, the Board, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager or, as the case may be, by the Board.

Art. 6. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at one hundred sixty three million twelve thousand five hundred euros (EUR 163,012,500.-), divided into one hundred sixty three million twelve thousand five hundred (163,012,500.-) ordinary shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

Art. 7. Amendment of the share capital. The share capital may at any time be amended by a decision of the sole shareholder or by a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

The Company may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 8. Rights and obligations attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

If the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises all powers which are granted by the 1915 Law and the Articles to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

The creditors or successors of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company’s inventories and the resolutions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible insofar as the Company is concerned.

Co-owners must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares - Repurchase of shares. If the Company is composed of one single shareholder, the single shareholder can transfer freely its shares.

If the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders. However, the shares may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital by application of the requirements of Articles 189 and 190 of the 1915 Law.

The Company may repurchase its own shares.

Art. 11. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy or insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not have as effect to put the Company into liquidation.

Art. 12. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not to be shareholders.

Manager(s) are appointed and removed from office by a decision of the single shareholder or, as the case may be, by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the Managers are appointed for an undetermined period.

The manager(s) may be re-elected.

The manager(s) may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers (the "Board").

Any manager may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Managers may be represented at meetings of the Board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept, provided however that at least two managers must be present in person or by conference call.

Written notice of any meeting of the Board must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the minutes of the meeting.

The convening notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication, as well as by a waiver expressly given by all managers present or represented at the meeting of the Board, as transcribed into the minutes of the meeting.

A convening notice will not be required for a Board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide appointing managers of different classes. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the meeting and the managers shall be identified with respect to the class they belong.

The Board can only act or deliberate validly if a majority of the managers in office are present or represented.

Decisions of the Board are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by representation). In the event however the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, any resolutions of the Board may only be validly taken if they are approved by the majority of managers including at least one manager of each class.

The attendance list and the minutes of any meeting of the Board shall be signed by all managers present or represented at such meeting.

The Board may also unanimously pass resolutions on one or several similar documents by circular resolutions when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. Circular resolutions may be executed in counterparts.

Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

Art. 13. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not have as effect to put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 14. Liability of the managers. No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound by the sole signature of the manager, in the case of a sole manager, and in the case of a Board, by the joint signature of two managers, provided however that in the

event the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, the Company will only be validly bound by the joint signature of managers including at least one manager of each class (including by way of representation).

In any event, the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the manager, in the case of a sole manager, or, in the case of a Board, by the single or joint signature of any person(s) to whom such signatory powers shall have been delegated by the Board.

Art. 16. General meetings of shareholders. As long as the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

Articles 194 to 196 and 199 of the 1915 Law are not applicable to that situation.

In case the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting of shareholders.

An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually within six (6) months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 17. Decisions of the shareholders. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's shares. Change of nationality of the Company requires unanimity.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The decisions of the single shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders are documented in writing and are kept at the registered office of the Company.

The documents evidencing the votes cast in writing as well as the proxies are attached to the minutes.

Art. 18. Financial year. The financial year begins on the first January of each year and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 19. Annual accounts. At the end of each financial year, the Company's annual accounts are established by the manager or, as the case may be, the Board. The manager, in the case of a sole manager, or, as the case may be, the Board, prepares a general inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder or his/her/its attorney-in-fact carrying a written proxy may obtain at the Company's registered office communication of the said inventory and balance sheet.

Art. 20. Allocation of profits. The credit balance of the Company stated in the annual inventory, after deduction of overhead, depreciation and provisions represents the net profit of the financial year.

Five percent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital.

The remaining profit is allocated by resolution of the shareholder(s), as the case may be.

Notwithstanding the preceding provisions, the manager, in the case of a sole manager or, as the case may be, the Board, may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the year on the basis of a statement of accounts showing (i) that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles (ii) and that any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Art. 21. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or one of the shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the single shareholder or by shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

In case of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried on by one or several liquidators who may, but need not be shareholders, appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, who shall determine their powers and their compensation.

Art. 22. Matters not provided. All matters not specifically governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

Traduction française du texte qui précède:

Statuts de Glatfelter Luxembourg S.à r.l. (à la Date de Réalisation)

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), par l'Article 1832 du Code Civil ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession de parts sociales ou d'émission de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, y compris des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit.

La Société peut également utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier et, à condition qu'un tel investissement soit accessoire ou connexe à l'acquisition, la détention, l'administration, le développement et la gestion d'une société qui fait partie du même groupe de sociétés que la Société, la Société peut investir dans des droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations ou d'instruments de dette similaires.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. Dénomination. La Société prend la dénomination de «Glatfelter Luxembourg Sàrl».

Art. 4. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée des associés.

Le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de gérance, comme défini à l'Article 12, peut pareillement établir des succursales et des filiales aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le gérant ou, le cas échéant, par le Conseil de gérance de la Société.

Art. 6. Capital social. Le capital émis de la Société est fixé à cent soixante-trois millions douze mille cinq cents euros (EUR 163.012.500,-), divisé en cent soixante-trois millions douze mille cinq cents (EUR 163.012.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié, moyennant une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres parts sociales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi de 1915 et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Les créanciers ou ayants droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts - Rachats de parts sociales propres. Si la Société est composée d'un associé unique, ledit associé unique peut librement céder ses parts.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, par application des prescriptions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

La Société peut racheter ses parts sociales.

Art. 11. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'interdiction, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise par l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée.

Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de Gérance (le «Conseil de gérance»).

Tout gérant peut participer à une réunion du Conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres, La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne.

Les gérants peuvent être représentés aux réunions du Conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter, étant entendu qu'au moins deux gérants soient présents en personne ou par conférence téléphonique.

Une convocation écrite à toute réunion du Conseil de gérance devra être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation.

La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, ainsi que par une renonciation expresse donnée par tous les gérants présents ou représentés à la réunion du Conseil de gérance, cette renonciation étant mentionnée dans le procès-verbal de la réunion.

Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le Conseil de gérance.

L'associé unique ou le cas échéant l'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des Gérants de classes différentes. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Le Conseil de gérance ne peut agir ou délibérer valablement que si une majorité des gérants en fonction sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y inclus par voie de représentation). Cependant, au cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants, toute résolution du Conseil de gérance ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des Gérants, y inclus au moins un gérant de chaque classe.

Les listes de présence et les procès-verbaux des réunions du Conseil de gérance devront être signés par les gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le Conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment signés l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

Art. 13. Événements affectant les gérants. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant le gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société,

Les créanciers, héritiers et ayants cause d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle en cas de gérant unique, et en cas d'un Conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu cependant que si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de chaque classe (y inclus par voie de représentation).

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature aura/auront été délégués par le gérant, en cas de gérant unique, ou, en cas d'un Conseil de gérance, par la signature seule ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature aura/auront été délégués par le gérant.

Art. 16. Assemblée générale des associés. Tant que la Société ne comporte qu'un (1) associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ces cas, les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la Loi de 1915 ne sont pas applicables.

Lorsque la Société est composée de plusieurs associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale des associés.

Une assemblée générale annuelle des associés se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social au siège social de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 17. Décisions des associés. Les décisions collectives ne sont valablement prises pour autant que les associés possédant plus que la moitié du capital les adoptent. Cependant, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne peuvent être adoptées qu'à la majorité (en nombre) des associés possédant au moins les trois quarts des parts sociales de la Société, sauf dispositions contraires de la Loi de 1915. Le changement de la nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés lors d'une assemblée des associés, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, seront établies par écrit et tenues par la gérance au siège social de la Société.

Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations seront annexées aux décisions écrites.

Art. 18. Année sociale. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre.

Art. 19. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes annuels de la Société sont établis par le gérant ou, le cas échéant, par le Conseil de gérance. Le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de gérance dresse un inventaire général comprenant l'Indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite peut prendre connaissance desdits inventaires et bilans au siège social de la Société.

Art. 20. Répartition des bénéfices. Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice social.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil peut décider de payer à l'associé unique ou, le cas échéant, aux associés des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi de 1915 ou des Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés.

Art. 21. Dissolution, liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite d'un des associés.

La liquidation de la Société sera décidée par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée des associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés selon le cas par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Disposition générale. Toutes les matières qui ne seraient pas régies par les présents Statuts seraient régies conformément à la Loi de 1915.

Référence de publication: 2013067683/584.

(130082888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

**BRE/Chestnut New Mezzco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. BRE/Chestnut MidCo S.à r.l.).**

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.005.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of the month of March.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Chestnut Topco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand Pound Sterling (GBP 15,000) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 158.966 (the "Sole Shareholder"),

represented by Mr Joe Zeaiteer, juriste, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 20 March 2013 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of BRE/Chestnut MidCo S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand Pound Sterling (GBP 15,000) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 159.005 (the "Company"), incorporated on 8 February 2011 pursuant to a deed of Me Francis Kessler, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 986 of 12 May 2011.

The articles of association of the Company have never been amended.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all seven hundred and fifty (750) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The item on which a resolution is to be taken is as follows:

Amendment of Article 4 of the articles of incorporation of the Company so that Article 4 of the articles of association of the Company reads as follows:

"The Company will assume the name of BRE/Chestnut New Mezzco S.à r.l."

Thereafter the following resolution was passed by the Sole Shareholder of the Company:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 4 of the articles of incorporation of the Company so that Article 4 of the articles of association of the Company reads as set out in the above agenda.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden englischen Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am einunddzwanzigsten Tage des Monats März.

Vor Uns, dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxembourg.

Ist erschienen:

BRE/Chestnut Topco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) unter luxemburgischem Recht, mit Gesellschaftssitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von GBP 15.000, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés (Gesellschafts- und Handelsregister) zu Luxemburg, unter der Nummer B 158.966 (der «Alleinige Gesellschafter»),

Hier vertreten durch Herrn Joe Zeaiteer, juriste, beruflich wohnhaft in Luxembourg, gemäß einer Vollmacht ausgestellt am 20. März 2013, welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt wird nachdem sie ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde.

Der Alleinige Gesellschafter der BRE/Chestnut MidCo S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), mit Gesellschaftssitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von GBP 15,000 eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés (Gesellschafts-

und Handelsregister) zu Luxemburg, unter der Nummer B 159.005 (die «Gesellschaft»), gegründet am 8. Februar 2011 durch einen Akt von Notar Francis Kessler, mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 986 vom 12 Mai 2011.

Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nie abgeändert.

Der Erschienene gibt folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar Folgendes zu beurkunden:

1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft besitzt alle sieben hundert fünfzig (750) Gesellschaftsanteile welche von der Gesellschaft ausgegeben wurden, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden konnte.

2. Der Punkt für welche einen Beschluss getroffen werden soll ist der folgende:

Abänderung von Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

"Die Gesellschaft führt die Bezeichnung BRE/Chestnut New Mezzco S.à r.l."

Danach wurde der folgende Beschluss vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Alleiniger Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen hat dieser mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: J. Zeaiter - H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 mars 2013. Relation:LAC/2013/14468. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den fünften April zweitausenddrei.

Référence de publication: 2013044290/86.

(130054155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

ECS Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 62, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 161.914.

L'an deux mil treize, le vingt et un mars.

Par-devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur André DEPOUHON, né à Ensival (B), le 22 septembre 1962, demeurant à B-4845 Jalhay, Surister 56
- 2.- Monsieur Xavier JASPAR, demeurant à B-4800 Ensival, ici représenté par Monsieur André DEPOUHON, en vertu d'une procuration sous seing privé dressée à Verviers, le 12 mars 2013, laquelle procuration, après avoir été signée NE VARIETUR par le Notaire et les comparants, restera ci-annexée.
- 3.- Monsieur Alban DELREZ, demeurant à B-4845 Jalhay.
- 4.- Monsieur Jacques DELACOLLETTE, né à Bastogne (B), le 29 octobre 1963, demeurant à B-6660 Wibrin, 17 rue des Ecoles.

lesquels comparants, présents ou tel que représentés, ont exposé au notaire:

- que la société à responsabilité limitée ECS CONSULTING, a été constituée suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, alors Notaire de résidence à Wiltz, en date du 10 juin 2011, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2052 du 03 septembre 2011, dont les statuts n'ont pas été modifiés à ce jour;
- qu'elle est inscrite au Registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B161.914
- qu'elle a un capital de quatorze mille euros (14.000.- EUR) divisé en mille quatre cents (1.400) parts sociales de dix euros (10.- EUR),
- que les comparants sont les seuls associés représentant l'intégralité du capital de la société à responsabilité limitée «ECS CONSULTING» avec siège social à L-9990 Weiswampach, 62, Duarrefstrooss.

Ensuite les comparants, agissant comme prédit, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Cession de parts

Monsieur Alban DELREZ, prénommé, cède par les présentes la totalité de ses parts sociales, soit trois cent cinquante (350) parts sociales à Monsieur Jacques DELACOLLETTE, prénommé.

Ladite cession prend effet ce jour.

Le cessionnaire est subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux parts cédées.

Monsieur Jacques DELACOLLETTE déclare accepter ladite cession.

Prix

Les cédants déclarent avoir reçu leur prix avant la signature du présent acte et hors présence du notaire dont quittance et décharge.

Acceptation de la cession de parts

Monsieur André DEPOUHON, prénommé, agissant en sa qualité de gérant de la société déclare accepter ladite cession au nom de la société, conformément à l'article 190 de la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, et n'avoit entre ses mains aucune opposition ni empêchement qui puisse arrêter l'effet des susdites cessions.

Ensuite les associés, présents ou tels que représentés, de la société à responsabilité limitée «ECS CONSULTING» ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Résolution unique

En conséquence des cessions de parts ci avant, l'article 5 alinéa 1^{er} des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. (alinéa 1^{er}).** Le capital social est fixé à quatorze mille euros (14.000.- €) divisé en mille quatre cents (1.400) parts sociales de dix euros (10.- EUR) chacune, réparties comme suit:

1.- Monsieur Xavier JASPAR, prénommé, trois cent cinquante parts sociales	350
2.- Monsieur André DEPOUHON, prénommé, trois cent cinquante parts sociales	350
2.- Monsieur Jacques DELACOLLETTE, prénommé, sept cents parts sociales	700
Total des parts: mille quatre cents parts	1.400»

Estimation des frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à charge à raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de 790.- EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Depouhon, Jaspas, Delrez, Delacollette, Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 21 mars 2013. Relation: WIL/2013/184. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations..

Wiltz, le 5 avril 2013.

Référence de publication: 2013044376/62.

(130054248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Luxury Holding of Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 156.650.

Extrait de la résolution de l'associé unique de la Société en date du 15 mars 2013

En date du 15 mars 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

D'accepter la démission de:

- Monsieur Paul Harrison, en tant que gérant de la classe B, avec effet au 29 mars 2013.

De nommer la personne suivante en tant que gérant de la classe B de la Société:

- Monsieur Pankaj Birla, né le 9 avril 1967 à Siliguri (WB), Inde, résidant à Owlwood, Burleigh Lane, Ascot, SL58PF, Royaume-Uni, avec effet au 29 mars 2013 et pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

Gérants de classe A:

Mr. Philippe van den Avenne
Mr. Mark Bole
Mr. Pieter-Jan van der Meer

Gérants de classe B:

Mr. Reiner Sachau
Mr. Satyajit Anand
Mr. Pankaj Birla

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2013.

Renaissance Hotels International Limited

Référence de publication: 2013046230/27.

(130055984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

ROBINET ELECTRICITÉ S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-4960 Clemency, 7, rue de Bascharage.

R.C.S. Luxembourg B 62.534.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire du 25 mars 2013, a pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

1. Monsieur ROBINET René, déclare céder et transporter par la présente à Monsieur ROBINET Jean, ici présent et acceptant 40 parts (quarante parts) qu'il détient dans la société au prix de 4.957,87 € (quatre mille neuf cent cinquante-sept euros et quatre-vingt-sept cents)

Suite à la cession de parts ainsi intervenue, le capital de la société ROBINET ELECTRICITE S.à r.l., se trouve réparti de la manière suivante:

Monsieur ROBINET Jean, prèdit	100 parts
Total	100 parts

Et lecture faite, les associés et ont signé.

M. ROBINET Jean / M. ROBINET René.

Référence de publication: 2013046373/19.

(130056300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Synergie Investment, Société Anonyme.

Capital social: EUR 75.075.006,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 4, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 104.662.

EXTRAIT

Le conseil d'administration, dans ses résolutions du 4 février 2013 a décidé de transférer avec effet au 1^{er} février 2013, le siège social de la société actuellement sis au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, et qui sera désormais au:

- 4, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Par voie de conséquence, l'adresse professionnelle des administrateurs de catégorie B de la société, à savoir Monsieur Laurent HEILIGER et Madame Stéphanie GRISIUS, est également modifiée avec effet au 1^{er} février 2013 et sera à partir de cette date au:

- 4, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Pour SYNERGIE INVESTMENT

Société anonyme

Référence de publication: 2013046446/19.

(130056182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.